



La lettre du Sénateur

CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA



N° 16 - Avril 2019

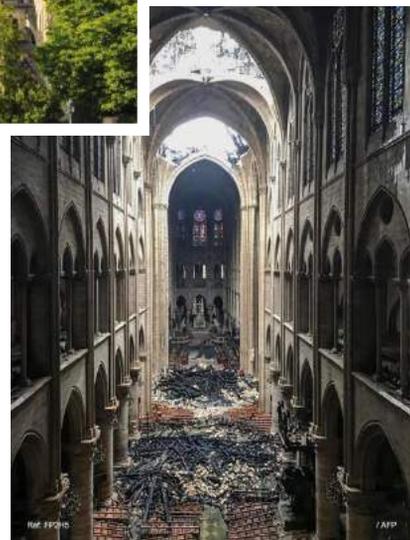
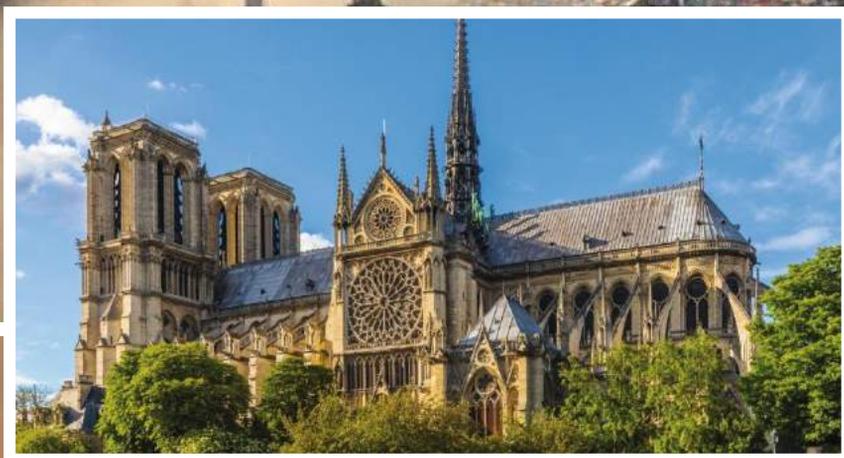
EDITORIAL

SIDÉRATION

Ce 15 avril, ce n'est pas qu'une simple Cathédrale qui a été ravagée par les flammes, c'est notre Histoire et notre identité. Catholiques ou non, Français et amis de la France, le monde entier a été saisi d'effroi.

Aujourd'hui, après ce drame, il nous faut surmonter cette épreuve et retrouver la foi des bâtisseurs.

Notre-Dame revivra !



Conférence de presse d'Emmanuel MACRON : *Ce que j'ai pu en retenir*

Démocratie, institutions et proximité

Emmanuel Macron a rejeté le vote obligatoire, la reconnaissance du vote blanc et le RIC (référendum d'initiative citoyenne). Il s'est cependant dit favorable à la tenue de référendums d'initiative partagée (qui nécessitent un certain nombre de signatures de citoyens ainsi que de parlementaires), précisant vouloir abaisser le nombre de signataires d'une pétition à un million.

Il a également annoncé vouloir réduire le nombre de parlementaires et limiter le nombre de mandats dans le temps (20% de proportionnelle et entre 25 et 30% de réduction du nombre de parlementaires).

Il souhaite réformer le Conseil économique, social et environnemental en un Conseil de la participation citoyenne, pour lequel « 150 citoyens seront tirés au sort dès le mois de juin ».

Il n'exclut pas de renoncer à son objectif initial de supprimer 120.000 postes de fonctionnaires d'ici la fin du quinquennat et confirme qu'il veut supprimer l'ENA.

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a expliqué vouloir réorganiser la fonction publique de manière à avoir « plus de fonctionnaires sur le terrain » et moins « dans les administrations centrales ». Il y aurait ainsi une « maison des services publics » dans chaque canton, et une évolution dans la manière dont sont formés les fonctionnaires et hauts-fonctionnaires.

Emmanuel Macron a encore dit souhaiter « un nouvel acte de décentralisation », en retenant le principe de différenciation territoriale, qui doit porter « sur la politique de la vie quotidienne » comme « le logement, le transport, la transition écologique pour garantir des décisions prises au plus près du terrain ».

Fiscalité

Emmanuel Macron a appelé à poursuivre les réformes, notamment avec un nouvel acte de décentralisation et une baisse « significative » de l'impôt sur le revenu de l'ordre de 5 milliards d'euros. Pour financer cette baisse, le président a demandé au gouvernement de supprimer notamment « certaines niches fiscales pour les entreprises ».

Le président de la République a refusé de rétablir l'ISF.

Il a reconduit la prime exceptionnelle défiscalisée, d'un montant de 1.000 euros.

Retraite et emploi

Le Chef de l'Etat a annoncé la réindexation des retraites de moins de 2.000 euros sur l'inflation à partir du 1^{er} janvier 2020. Dans le cadre de la réforme structurelle menée par Jean-Paul Delevoye, le président de la République propose un seuil minimal vieillesse citant la somme de 1.000 euros.

Emmanuel Macron écarte le principe de repousser l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 62 ans, malgré les propositions allant en ce sens dans l'aile droite de sa majorité. Il propose toutefois « d'allonger la période de référence pour avoir un système de décote qui incite à travailler davantage » sans contrainte. Autrement dit, chacun pourra partir à 62 ans mais il faudra bien cotiser plus longtemps pour toucher une retraite complète.

Concernant l'emploi, Emmanuel Macron s'est fixé un nouvel objectif : le plein emploi pour 2025 tout en conservant l'objectif des 7 % pour 2022.

Santé et éducation

Le président a assuré aux Français qu'aucune « nouvelles fermetures ni d'hôpitaux, ni d'écoles sans l'accord du maire » d'ici la fin de son quinquennat. Il indique néanmoins que des « réorganisations » seront possibles car « indispensables ».

Il souhaite des classes de « 24 élèves maximum » de la grande section de maternelle au CE1. Sans préciser ce qu'il comptait spécifiquement faire, il a poursuivi en évoquant une « revalorisation » et une meilleure formation pour les enseignants.

Conférence de presse d'Emmanuel MACRON : *Ce que j'ai pu en retenir*

Pensions alimentaires

Un mécanisme de garantie des paiements des pensions alimentaires non honorées sera mis en place, a déclaré Emmanuel Macron. Une décision qui donnera « la prérogative de puissance publique à la Caisse d'allocations familiales ». Selon l'Agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires (Aripa), entre 30 et 40% d'entre elles ne sont actuellement pas versées.

Europe, migration et laïcité

Emmanuel Macron veut « profondément refonder » la politique migratoire européenne, « quitte à ce que l'on ait un Schengen avec moins d'Etats ». Selon Emmanuel Macron, « il faut des frontières ». « Les frontières communes, Schengen, les Accords de Dublin ne marchent plus », a-t-il affirmé. Ce sera le « deuxième grand combat » européen avec celui du climat.

Chaque année, le Parlement débattait de la politique migratoire.

Il a par ailleurs annoncé vouloir renforcer la loi de 1905 sur la Laïcité.

Climat

Dès le mois de juin, un Conseil de défense écologique prendra forme. Emmanuel Macron précise qu'il s'agira d'une « convention citoyenne de 250 personnes tirées au sort, qui aura pour mission de travailler sur ce sujet, définir d'autres mesures incitatives ou contraignantes et proposer des financements pour ce faire ». Le président a également répété sa volonté de défendre au niveau européen la mise en place d'une taxe carbone aux frontières.

* * * * *

En conclusion, je suis comme le Président du Sénat, Gérard LARCHER, je trouve que, dans toutes ces annonces, il n'y a ni souffle, ni vision, ni stratégie.

J'attends donc avec perplexité la mise en œuvre par le gouvernement de ces annonces qui relèvent pour la plupart d'un long soliloque avec lui-même que des contributions et des propositions qui ont pu être faites durant le Grande Débat National comme si, le Président de la République avait lui aussi fait « son grand débat national avec lui-même » (et seulement avec lui-même), sauf que le concernant, il a la charge de toute la Nation...et de ses attentes !

Il y a certes des mesures qui, individuellement, ne sont pas mauvaises et répondent à des attentes fortes de nos concitoyens. Mais où est la cohésion d'ensemble ? la stratégie ?

Où est la vision pour notre pays, ne serait-ce qu'à court ou moyen terme ?

Autant d'interrogations qui sont autant d'écueils sur la route de l'apaisement de la société française.

Calendrier des réformes

Le 30 avril, le Premier ministre a précisé le calendrier des principales réformes annoncées par le Chef de l'Etat :

Mai : Première réunion du Conseil de défense écologique.

Juin : Propositions pour une nouvelle organisation territoriale de l'Etat et modalités de la baisse de l'impôt sur le revenu.

Juillet : Projets de loi sur la Révision constitutionnelle, les lois de bioéthique, la réforme des retraites, la lutte contre les impayés des pensions alimentaires et les mesures en faveur des aidants familiaux.

Octobre : Rapport de la Cour des Comptes sur le renforcement de la fraude fiscale.

Novembre : Remise du rapport concernant la réforme du recrutement et de la gestion de carrière des hauts fonctionnaires.

Déplacement en Israël



Interview à Tel Aviv dans les locaux de Studio Qualita, la radio francophone du Hub Emploi Qualita Israël, pour parler de l'actualité de la relation entre la France et Israël.

Rencontre avec les Français de Tel Aviv pour parler avec eux de leurs préoccupations, à savoir la sécurité, la fiscalité ou encore les problèmes sociaux, mais également l'équivalences des diplômes et le devoir de mémoire.



Avec Gérard POMPER, très heureux de rencontrer Nathalie MIMOUN, Consule Honoraire de France à Netanya, qui fait un travail formidable auprès des plus de 6.000 compatriotes dont elle a la charge.



Belle rencontre avec les étudiants du Centre Universitaire de Netanya, autour de la Francophonie et de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Un grand merci à Claude BRIGHTMAN pour son accueil et pour tout ce qu'elle accomplit.



Rencontre amicale, à l'initiative du docteur David BENSARD, avec les Français de Netanya pour parler notamment des relations, trop souvent compliquées, entre les Français installés en Israël et les administrations françaises.

Déplacement en Israël



Merci à Raphaël KALFON de l'UFE et à Patricia HASSOUN de Ashdod Café pour l'organisation de cette réunion avec les Français de Ashdod qui nous a permis d'aborder de nombreux sujets comme la fermeture du consulat honoraire ou les difficultés rencontrées avec les organismes de retraite complémentaire.



J'ai été l'invité de Benjamin PETROVER, dans l'émission Conversations sur i24NEWS. Au cours de cette [interview](#), j'ai évoqué la relation franco-israélienne, la situation des Républicains en France et la reconnaissance de la place d'Israël dans la Francophonie. J'ai également rappelé qu'être antisémite n'est pas une opinion mais un délit.



Rencontre à Jérusalem au [Mémorial de Yad Vashem](#) (construit en mémoire des victimes juives de la Shoah perpétrée par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale) avec les associations françaises de la résistance et de déportés, et la Commission des Justes pour parler du devoir de mémoire et de la transmission aux générations futures. Un grand merci à Claude OLIEL pour l'organisation de cette magnifique journée et ces rencontres fortes.



Déplacement en Israël



Visite du Collège Lycée franco-israélien de Tel Aviv, qui fêtera l'an prochain ses 150 ans. Une réussite éducative qui rencontre, comme beaucoup d'établissements dans le monde, des difficultés pour assurer la pérennité du financement de son fonctionnement.



Echanges amicaux avec les Français de Herzliya, en compagnie de Pascale MIMOUNI, Conseiller à l'AFE, autour de la relation bilatérale et des attentes de nos compatriotes. Le plaisir de retrouver des amis de longue date installés en Israël, notamment Clément ALLAL, ancien Président de l'UFE Kinshasa.



Entretien avec le Maire de Herzliya qui a souligné son engagement pour une meilleure intégration des Français installés dans sa ville en offrant de mettre des installations de sa commune à leur disposition pour leurs activités culturelles et sociales.



Visite de l'Ecole Bilou de Raanana où, dans un établissement public, les familles françaises, bénéficient d'un enseignement en français grâce au Programme FLAM. De nouvelles solutions vont devoir être trouvées, ce programme de subvention parvenant à sa dernière année.



Réunion autour de Hélène LE GAL, Ambassadrice de France, avec les consuls, élus et représentants des associations pour parler de nos plus de 150.000 compatriotes installés en Israël, dont seuls 60.000 sont inscrits au registre consulaire et de leurs attentes.



Déplacement en Israël

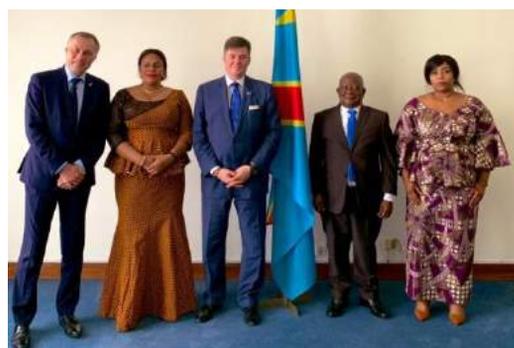


Visite des locaux et rencontre avec les personnels du Consulat général de France à Tel Aviv qui font un travail quotidien formidable pour offrir à nos compatriotes un service de qualité.

Déplacement en RDC à Kinshasa



En qualité de président du Groupe France-Afrique centrale du Sénat, avec mon collègue Jean-Marie BOCKEL, président délégué du pour le Congo, nous nous sommes rendus en République démocratique du Congo (RDC) et au Congo du 14 au 20 avril.



Entretien avec le Président et les membres du Bureau provisoire du Sénat de la RDC pour parler des futures relations entre nos deux assemblées et de la coopération parlementaire.

Rencontre avec plusieurs députés congolais pour parler avec eux du statut de l'opposition dans la nouvelle législature qui débute au Parlement de RDC.



Rencontre très intéressante avec des personnalités politiques congolaises (Gouvernement et Parlement) pour parler de la relation entre la France et la RDC ainsi que de la Francophonie.

Déplacement en RDC à Kinshasa



Visite du Lycée français René-Descartes et de l'Institut français de Kinshasa.



Visite du Centre Hospitalier Monkole qui est spécialisé dans les soins pour les mères et les enfants et qui a bénéficié de l'aide de l'AFD pour la réalisation de son projet hospitalier.

Soirée amicale avec mes amis de l'UFE en RDC. Un plaisir toujours renouvelé de se retrouver. Merci notamment à Madeleine KATENDE, conseiller consulaire et à Samsi DHANANI, Président de l'UFE Kinshasa pour l'organisation de ce bel évènement.



Rencontre avec les représentants des acteurs économiques français en RDC pour parler du climat des affaires et du prochain séminaire du MEDEF International consacré à la RDC.

Sympathique déjeuner avec des jeunes députés Congolais, primo-élus, qui nous aura permis d'aborder avec eux le système électoral en RDC et les difficultés de débiter en politique et de mener campagne.



Déplacement en RDC à Kinshasa



Entretien avec le Président et les membres du Bureau provisoire de l'Assemblée nationale de la RDC qui est en train d'achever sa mission d'élaboration du règlement de l'assemblée et de validation du mandat des candidats élus.



Avant de nous rendre à Brazzaville, nous avons rencontré l'Ambassadeur de France, l'attaché de Défense et le représentant personnel du Président Félix TSHISEKEDI pour faire un premier point d'étape de notre déplacement et de nos différents entretiens avec les autorités de République démocratique du Congo.

Déplacement au Congo à Brazzaville



Après la traversée d'un des plus majestueux fleuve de la planète, le Congo, nous avons été accueillis chaleureusement à Brazzaville par le Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat du Congo et le Président du Groupe Congo-France.

A la suite de nos premiers entretiens à Brazzaville, nous avons répondu aux médias congolais sur [l'objectif de notre déplacement](#) et sur l'importance de la coopération entre nos deux pays.



Déplacement au Congo à Brazzaville



Réunion autour de l'Ambassadeur de France, Bertrand COCHERY, avec les responsables du Consulat pour parler de la situation de nos compatriotes installés au Congo.



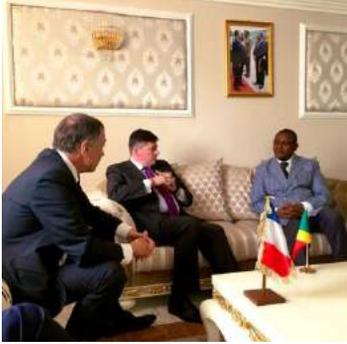
Visite et recueillement au Mémorial Pierre SAVORGAN DE BRAZZA qui, bien plus qu'un explorateur, fut un véritable humaniste et qui repose avec toute sa famille, pour l'éternité sur sa terre du Congo.

Nous avons assisté à une très émouvante cérémonie au Mémorial Charles de Gaulle en présence des autorités militaires congolaises. Nous n'oublions pas que le cœur de la France Libre a d'abord battu au Congo.



Visite du Lycée français Saint-Exupéry et rencontre avec l'équipe de direction, les enseignants et les parents d'élèves pour parler du projet d'agrandissement de l'établissement.

Déplacement au Congo à Brazzaville



Nous avons rencontré le Maire de Brazzaville avec lequel nous avons parlé des projets de coopération décentralisée que la ville développe dans de nombreux domaines et principalement avec la ville de Reims avec laquelle elle est jumelée.

[Entretien avec le Président du Sénat du Congo](#), Pierre NGOLO, que nous avons reçu au Sénat avec le Président Gérard LARCHER, pour réaffirmer l'importance des liens entre nos deux assemblées et notre volonté d'une coopération plus étroite entre les groupes d'amitié français et congolais

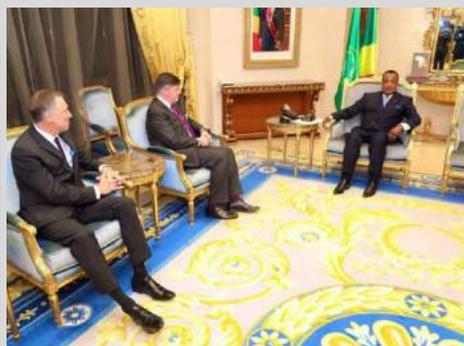


Lancement, en présence de l'Ambassadeur de France, de « France Alumni Congo » qui regroupe déjà plus de 300 diplômés ayant fait leurs études supérieures en France et qui rejoignent ainsi le réseau des 300.000 Alumni dans le monde.

[Paix en Afrique : le Sénat français salue l'engagement du Président du Congo](#)

Le Président de la République du Congo, Son Excellence Denis SASSOU NGUESSO, nous a accordé une audience au cours de laquelle nous avons pu aborder avec lui la situation congolaise, ainsi que l'ensemble des enjeux de la relation bilatérale.

[L'Ambassade du Congo en France a relayé cette rencontre sur son site internet.](#)



Déplacement au Congo à Pointe-Noire



Nous avons visité le Port Autonome de Pointe-Noire et ses nouvelles installations. Des projets structurants nécessaires pour le Congo qui ont bénéficié du soutien de l'AFD.



Autour de Christian BARROS, Président d'UniCongo (MEDEF congolais) et des membres du bureau, nous avons discuté du climat des affaires au Congo et des nombreux problèmes que rencontrent les opérateurs économiques.

Visite du Lycée Charlemagne et de ses nouveaux bâtiments qui peuvent désormais accueillir jusqu'à 1.500 élèves dans d'excellentes conditions.



Visite des installations de Total à Djeno où la compagnie pétrolière française exploite plusieurs gisements offshore et produit 240.000 barils/jour.

Déplacement au Congo à Pointe-Noire



Visite de l'Ecole primaire du Lycée Charlemagne où les élèves pratiquent dans la bonne humeur les dernières activités avant les vacances de Pâques.

Rencontre au Sénat



J'ai été enchanté d'accueillir deux collègues parlementaires, Patricia NSEYA MULELA, députée de la République démocratique du Congo et Anatole TSIOUKACKA, député du Gabon à l'occasion du stage d'immersion de l'ENA qu'ils effectuaient en France au sein des Institutions et des Pouvoirs publics.

Travaux en Commission des Lois



Le 10 avril 2019, la Commission des lois du Sénat, présidée par Philippe BAS, a procédé au bilan annuel de l'application des lois et a adopté une [proposition de résolution](#) visant à modifier le Règlement du Sénat pour mieux suivre la mise en œuvre des lois.

À la suite des actes de violence qui se sont produits le 16 mars à Paris, la Commission a formulé [neuf propositions](#) permettant d'ajuster les modalités du maintien de l'ordre aux nouvelles formes de contestation sociale.





Dans la poursuite des travaux que j'ai déjà réalisés avec la loi pour une République numérique, la loi sur les « fake news » et sur la gouvernance à l'heure d'internet, le Président du groupe Les Républicains du Sénat, Bruno RETAILLEAU, m'a nommé pour siéger au sein de la [Commission d'enquête sur la souveraineté numérique](#) nouvellement créée le 8 avril.

La [proposition de résolution](#) tendant à la création de la commission d'enquête porte sur les conditions dans lesquelles l'évolution des technologies numériques remet en cause l'exercice par l'Etat de ses fonctions régaliennes (en matière de sécurité, de défense, de pouvoir normatif, de fiscalité et de monnaie) et sur les moyens dont dispose la puissance publique (législation, régulation, investissements) pour reconquérir une « souveraineté numérique ». Il apparaît essentiel de mener une réflexion approfondie pour identifier, d'une part, les champs fondamentaux de notre souveraineté numérique, qu'elle soit individuelle ou collective, et pour esquisser, d'autre part, les moyens de la reconquérir, qu'ils relèvent de la réglementation ou de la mise en œuvre de politiques publiques.

FISCALITÉ



Vous trouverez en liens deux fiches d'information particulièrement importantes alors que s'ouvre en ce moment la période de déclaration des revenus 2018. La première précise le chemin pour pouvoir [créer un espace particulier](#) pour toutes les personnes qui n'en disposent pas encore. La deuxième indique comment et pourquoi demander l'[application du taux moyen d'imposition](#), au moment de la déclaration de revenus.

ELECTIONS EUROPÉENNES 2019



**RAPPEL : Les élections européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019
(samedi 25 mai sur tout le continent américain)**

[Mode d'emploi pour les Français résidant à l'étranger](#)

Prises de parole en séance ou en commissions, questions écrites,
retrouvez l'ensemble de [mes activités au Sénat](#) et sur les réseaux sociaux



CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA
Sénateur représentant les Français établis hors de France

Au Sénat
15 rue de Vaugirard
75006 Paris
Tél : +33 (0) 1 42 34 46 57
c.frassa@senat.fr

